

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 895

Artikel: En retour : le temps politique. Partie 2
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018044>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le temps politique (2)

(red) La Suisse est menacée par un durcissement de ses strates sociales, symptôme de sénescence. C'était le diagnostic de l'Entrée II du Temps politique. Au-delà des données démographiques, archi-connues, sur l'insuffisant «taux de reproduction» de l'indigénat helvétique, la polisclérose suisse s'observe à des signes plus inquiétants: — accentuation des disparités sociales, du PDG à 100'000 francs par mois jusqu'au plus mal payé des «petits boulot» (un lecteur PLH souhaite que nous reprenions l'étude chiffrée de l'éventail des salaires); — hiérarchie des permis pour travailleurs étrangers, recréant, au XXe siècle de l'ouverture des frontières, des statuts d'Ancien Régime ou de Cité antique. A cette division sociale interne s'ajoute notre place dans la division internationale, externe. Les investissements suisses à l'étranger sont les plus élevés du monde. Cette gigantesque fortune «travaille» pour nous à l'étranger. On lui doit une bonne part de la prospérité suisse actuelle et notre classement tout en haut de l'affiche du tableau comparatif des revenus nationaux.

La réception par les lecteurs de DP

Autant les rapports «homme-nature» sont ressentis comme source d'une nouvelle morale de comportement, autant notre statut de privilégié mondial n'inspire guère nos lecteurs. Exercice difficile que de retourner sur soi un regard extérieur.

Comme consommateur que l'on *met en batterie* (D.R.), le Suisse réagit. Mais pourquoi est-il sur le marché mondial un si bon client? Cette question ne le provoque pas.

Les rapports de travail hommes-femmes, la flexibilité, qui se rattachaient à ce chapitre ravivent la discussion, notamment:

Si le temps partiel reste l'exclusivité des femmes, il entretiendra la féminisation de certaines professions, par contre s'il se généralisait parmi les tra-

vailleurs, il favoriserait peut-être l'égalité des chances entre hommes et femmes pour accéder aux métiers à haute qualification. (A. K-M.)

Mais on reste dans la gestion du ménage suisse. Certes, des miroirs, que nous ne pouvons pas masquer, nous renvoient notre image, l'Europe et le Tiers monde. Pour l'Europe:

Attention, c'est une tâche urgente, car cinq ans c'est vite passé pour un pays jamais pressé de prendre des décisions. (C.-F. P.)

Ce sera une souhaitable «secousse publique». (P.C.)

Ce sujet, bien sûr, ne quittera pas l'actualité que nous commentons. Et le regard européen, ce sera d'abord, pour nous, détruire cette illusion suisse que l'on peut entrer ou s'associer ou collaborer sans avoir à payer une «taxe de raccordement».

*Décapant, quand
guette la réflexion trop
abstraite, l'intervention
du lecteur.*

*Sur la notion de réversi-
bilité, cette définition
ironique en marge. «Je
te prête une allumette.
Tu me la rendras quand
tu n'en auras plus be-
soin.»*

Pour le tiers monde — Nos propositions concrètes (participation active de la BNS au désendettement; service de coopérants) sont approuvées par plusieurs lecteurs et nous les développerons plus longuement. Mais à retenir cette question:

D'où vient la différence de sensibilité et de prise de conscience entre la Suisse et certains pays scandinaves? Est-ce une différence culturelle ou un problème d'information? (A. K-M.)

En conclusion: nous savons nous voir, d'un regard critique et aigu, comme consommateur de biens et services, gâté-gavé-gaspilleur. Et nous voulons aussi que le nid reste propre. Mais pourquoi le nid suisse est-il si douillet? Cette question-là est généralement occultée.

La société médiatisée.

Les médias ne méritent plus leur nom d'intermédiaires entre l'événement et nous. Ils font l'événement. Ce dont ils ne parlent pas, n'existe pas. Ils sont maîtres du huis clos ou du pilori.

Ce que nous avons analysé, c'est moins le contenu de ce qu'ils communiquent, que le rythme même, le halètement, la recherche de l'instantané, le scoop. Ils créent l'illusion du temps réel alors qu'ils ont leur vitesse narrative propre, qui n'est pas celle du politique.

Plusieurs lecteurs souhaiteraient de manière plus traditionnelle une analyse de contenu (le catastrophisme, le culte de la star, la glorification de l'exploit (P.C.) ou des critiques de programmation, débouchant même sur des ascèses de renoncement à la TV (A.C.).

Mais, nous le soulignons, la décentralisation des pouvoirs freine, en Suisse, la théâtralisation médiatique. D'où l'autre question. Comment préserver le pluralisme des médias, et notamment celui de la presse écrite. Nos esquisses de propositions concrètes suscitent des réactions contrastées, en-dehors de tout parti-pris idéologique.

L'uniformité sous le pluralisme — Que certaines radios privées aient une portée régionale? Oui! pour améliorer la qualité. Idem pour les journaux: le fédéralisme tant vanté se maintient par la pauvreté, cause de médiocrité et d'uniformité, en fait.

Liberté du commerce — Il faut savoir y déroger dans l'intérêt général, notamment pour empêcher que l'évolution des technologies d'impression n'aboutisse, pour le propriétaire des moyens de production les plus performants, à une situation dominante. (F.B.)

En sens contraire:

Et les groupes étrangers? — Si l'on refuse les concentrations multimédias, nous serons colonisés par les grands éditeurs internationaux.

Le débat, bien sûr, reste ouvert. Nous le prolongerons.

La lisibilité politique

Terrain plus familier. Les constitutionnalistes ont encore de beaux jours. Plusieurs projets nous ont été adressés pour réformer le Conseil des Etats (notamment C.-E. H.). Ils ont en général pour point commun le souci de faire du Conseil des Etats une véritable Chambre des Cantons, soit par le mode de désignation des parlementaires qui y siègent, soit par les compétences spécifiques de la deuxième chambre.

Même réception sur le problème du «Parlement du milieu». L'hypocrisie du système actuel est critiquée par plusieurs lecteurs.

La difficile lisibilité de la politique parlementaire suisse est fortement ressentie.

Sur ce chapitre, la position d'un sage:

J'aimerais pour ma part prendre la balle au bond s'agissant de l'illisibilité des enjeux politiques et du rôle des médias. Les deux choses vont en effet de pair. La complexité technique des dossiers accroît le sentiment des citoyens que ce n'est en tout cas pas par l'action collective, politique, que leurs problèmes trouveront une solution, sentiment que la lenteur, la «viscosité» du processus helvétique a déjà trop tendance à générer.

Dès lors, il est inévitable que le débat politique soit de plus en plus présenté sous l'aspect du spectaculaire, du spectacle. La gauche, les intellectuels, les puristes que nous sommes ont tendance à condamner cette évolution, à rejeter cette personnalisation, ce jeu avec l'aspect extérieur des choses, le subjectif, le «look», avec ce qui touche et qui amuse. Mais la question, me semble-t-il, n'est plus d'empêcher cette simplification en elle-même, de se limiter à la regretter ou à se retirer sous la tente de ceux qui pensent, mais à éviter qu'elle n'entraîne la victoire de la forme sur le fond, de l'apparence, de la frime. Il nous faut relever le défi de restituer à travers le

labyrinthe des débats d'experts les choix politiques essentiels, et de mettre ces derniers en phase directe avec la vie quotidienne et les aspirations socio-politiques de nos concitoyens.

Autrement dit, faire en sorte que la clarification, la simplification nécessaires soient pédagogie et non démagogie. Et s'il est infiniment plus difficile d'être pédagogue que démagogue, cela n'est pas impossible et devrait être l'aspiration de tout communicateur qui se respecte. D'ailleurs l'opinion ne s'y trompe pas: ceux qu'elle considère comme les meilleurs politiciens sont aussi, parmi d'autres qualités moins visibles de l'extérieur, les meilleurs pédagogues. Citer des noms est toujours délicat, mais pour prendre un de ceux qui quittent la scène politique, je mettrai Jean-François Aubert. (R.L.)

Conclusion d'étape

Notre démarche et les remarques finales de nos lecteurs coïncident. L'accord fut involontaire, là où on ne l'attendait pas; cette découverte est la leçon de l'exercice, pour nous précieuse.

En choisissant quatre Entrées — d'autres auraient été possibles, nous l'avons dit; nous ne voulions pas élaborer un programme gouvernemental, mais faire un choix méthodologique — nous espérions déboucher sur «quelque chose», un point de convergence, ayant la vertu de donner un sens à des actions politiques plus ponctuelles. Or autre chose, en cours de route, s'est imposé à nous: notre société ne perçoit plus ou mal le temps politique, celui nécessaire pour qu'un projet national soit vécu communautairement. De la même manière, l'agitation boursière n'a rien à voir avec le temps de l'entreprise.

Cette conclusion a pu paraître formelle, à tort: la perception de la durée sociale, de la continuité, du patrimoine communautaire est constitutive du politique. Cette perception se perd aujourd'hui, parce que le discours politique est supplanté par d'autres discours, le scientifique, le médiatique, qui sont prédominants, qui ont non seulement leur langue spécifique, mais leur durée propre. A ce stade, inévitablement surgit la question: *Peut-on se ré-installer dans une durée «créatrice».* (S.R.)

Nos lecteurs, eux, ne souhaitent pas dis-

serer sur le temps politique, mais vivre, dans la durée d'un projet concret, le temps politique.

Au point de visée de vos réflexions, un vide: l'absence d'un projet commun pour la Suisse actuelle, dont le fiasco de CH 91 fournit le signe évident. C'est seulement cette «nouvelle frontière» qui permettrait de répondre aux questions posées. (A.C.)

J'aimerais qu'un parti me donne la perspective de pouvoir être fier d'être Suisse. (P.H.)

Nous ne conclurons pas avec une proposition, choisie entre toutes. Le débat se poursuivra. Il faut aussi l'inscrire dans la durée.

Mais nous indiquons un choix préalable. Priorité devrait être donnée au dépassement des strates sociales : statut des saisonniers, des frontaliers, inégalité hommes-femmes, étirement des différences sociales, utilisation à notre profit, sans contrepartie suffisante, de la division internationale du travail. C'est pour nous, à la fois, une condition de survie et la pratique, dans la durée du temps politique, de la solidarité communautaire. ■

Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur:

Pierre Imhof (pi)

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch

Jean-Daniel Delley (jd)

Catherine Dubuis

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Point de vue: Jeanlouis Cornuz

Invité: Philippe Bois

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Pierre Imhof

Jean-Luc Seylaz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA